

LES COÛTS ET LES AVANTAGES DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Cette brochure résume les actes d'une conférence européenne sur les coûts et les avantages de la sécurité et de la santé au travail (SST) qui a eu lieu à La Haye en mai 1997. Cette manifestation entrait dans le cadre de la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne ; elle était parrainée par le ministère néerlandais des Affaires sociales et de l'emploi, la Commission européenne, NIA-TNO et la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Cette conférence représentait une des premières tentatives systématiques d'examiner l'économie de la SST au niveau européen, international et de l'entreprise.

Les participants

Cette conférence réunissait des chercheurs de diverses disciplines, des experts, des professionnels, des décideurs, des employeurs, des syndicats de tous les Etats membres de l'Union européenne et d'autres pays. La conférence a donné une vue d'ensemble des problèmes au niveau stratégique, de la pratique et de la recherche.

Thèmes débattus à la conférence

- Au niveau stratégique, on a procédé à des comparaisons sur la structure, la fonction et la démarche de plusieurs systèmes SST européens et non européens. On s'est notamment intéressé à la manière de voir comment les incitations à la SST s'insèrent dans ces systèmes.
- Au niveau de la pratique, il est clair que la situation actuelle sur les méthodes d'analyse coût-profit (ACP) ne permet pas de donner de réponses définitives sur la question de savoir si la SST est une activité qui bénéficie financièrement aux entreprises. La capacité qu'a l'ACP d'améliorer la SST est évidente, malgré des problèmes de données, de méthodes et d'objectifs.
- Au niveau de la recherche, il reste encore beaucoup à faire ; non seulement il faut mettre au point des méthodes plus simples ou plus fiables, mais aussi des sources de données. Notamment, il faut travailler sur des méthodes permettant de quantifier les profits et sur la question d'insérer les valeurs humaines et sociales dans les calculs.



Introduction

La première conférence européenne sur les coûts et les avantages de la sécurité et de la santé au travail (SST) a eu lieu à La Haye (Pays-Bas) du 28 au 30 mai 1997. Organisée dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'Union européenne, elle était animée par le ministère néerlandais des Affaires sociales et de l'emploi en collaboration avec la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. La conférence était cofinancée par la Commission européenne et organisée par NIA-TNO.

Les problèmes sur les coûts et les avantages de la SST font l'objet de débats plus approfondis depuis quelques années. Le débat se déroule sur deux niveaux - au niveau stratégique dans l'UE, dans les Etats membres et au niveau de l'entreprise (voir "Rapports stratégiques"). Au niveau national et européen, on pose les questions suivantes :

- Quels sont les coûts d'une nouvelle législation ?
- Quels seront les avantages de cette législation ?

Au niveau de l'entreprise, on remarque parmi les thèmes suivants :

- Quels sont les coûts des activités SST ?
- Quels sont les avantages financiers de la SST ?

Au niveau de l'entreprise, l'importance accrue donnée à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité a focalisé le problème des coûts et des avantages financiers de la SST - les entreprises cherchent maintenant à influencer des facteurs de succès en exigeant que tous les aspects des opérations entreprises soient rentables.

En outre, de nombreuses entreprises s'intéressent maintenant aux coûts de l'absentéisme. On encourage maintenant la promotion de la santé sur le lieu de travail, en insistant sur la santé au travail comme un outil pour réduire les coûts de santé. Il est bien évident que l'on utilise d'autres approches préventives dans le domaine de la SST.

Ce n'est pas seulement en Europe que l'on s'intéresse aux coûts et aux avantages - les recherches et les débats se multiplient dans plusieurs pays du monde développé ; les coûts de la SST au lieu de travail sont un thème qui revient également dans le monde en voie de développement.

La conférence de La Haye a réuni environ 450 experts, décideurs, partenaires sociaux, praticiens de 37 pays. On a entendu plus de 50 communications et la présente brochure résume les arguments et les thèmes (voir l'encart ci-dessus).

Organisation de la conférence

La conférence s'articulait sur cinq sessions parallèles qui ont traité 11 grands thèmes :

1. Comparaisons internationales des systèmes SST
2. Les incitations économiques pour la SST
3. Les avantages de la promotion de la santé au lieu de travail : sa commercialisation dans l'entreprise
4. La prévention de l'absentéisme : évaluation des mesures prises par l'entreprise
5. Coûts et avantages de la prévention du stress
6. Modèles coûts-avantages - théorie et pratique
7. L'impact de la réglementation SST sur la vie économique
8. La SST comme facteur de compétitivité
9. Les effets des prises de décision dans l'entreprise sur la pratique de la SST
10. Le rapport performance-coût de la SST, surtout dans les PME
11. Le rôle et l'efficacité des services de SST.

Le contexte politique

Ces dernières années, on s'intéresse beaucoup aux coûts que la politique sociale peut imposer à l'économie européenne. La création d'une politique européenne économique et monétaire montre comment la politique sociale fonctionne et influence ce que l'on considère maintenant comme le trait essentiel de l'Union européenne - une économie européenne prospère. Le débat sur les coûts et les avantages de la politique de SST s'insère dans ce contexte.

Rapports stratégiques

Dans presque tous les pays de l'UE, une législation importante a été votée depuis la Directive-cadre de 1989. Les rapports Molitor et de l'UNICE sur le rôle de la législation au niveau européen ont fourni les grands axes de la conférence. Ces rapports soulignent que les effets négatifs de la régulation sur les coûts, la flexibilité, les dépenses d'investissement et le temps passé par les cadres l'emportent sur les avantages que l'on pourrait en tirer, notamment pour les PME. Le rapport Molitor préconise la déréglementation des directives existantes sur la SST par une analyse coût-profit avant qu'une nouvelle réglementation ne soit proposée.

Néanmoins, il faut noter que ces rapports n'émanent que de l'une des parties en présence - les syndicats ont des idées quelque peu différentes.

La politique sociale comme facteur de production

Les partenaires sociaux n'ont pas évité ces débats - les employeurs préconisent la déréglementation, les syndicats demandent des normes minimales universelles. En outre, les syndicats s'inquiètent de voir que l'on s'intéresse exclusivement aux problèmes de coût. D'autres ont déclaré que ce débat arrive au bon moment, et ils estiment souvent que la SST est rentable, puisque de nouvelles méthodes permettent des analyses approfondies des coûts et des profits, ce qui fournit un très bon argument en faveur d'une amélioration de la SST.

A l'heure actuelle, il n'y a pas de réponses définitives...

On n'a toujours pas de réponses précises à la question de savoir dans quelles conditions il faudrait procéder à une évaluation des coûts et des avantages de la SST. En outre, on ne sait pas encore si la SST est économiquement avantageuse pour la société dans son ensemble ou les entreprises individuelles. La conférence, avec les contributions de chercheurs, de professionnels de SST, de dirigeants des ressources humaines, des partenaires sociaux, des gouvernements, de la Commission et de personnalités politiques a cherché à faire progresser le débat pour définir de nouvelles recherches, de nouvelles stratégies et de nouvelles pratiques.

Qu'est-ce que l'analyse coût-profit ?

Il existe plusieurs démarches pour évaluer la SST du point de vue économique. Les plus importantes sont l'analyse coût-profit (ACP), l'analyse du rapport performance-coût, et des études qui calculent le coût total des accidents du travail et des maladies professionnelles.

L'analyse coût-profit évalue les coûts et les profits financiers en unités monétaires au niveau de la société ou d'un projet. Elle analyse le coût de la prévention et les avantages (c'est-à-dire la réduction des coûts ou des dommages plus les gains supplémentaires). C'est un outil qui rend visible les conséquences économiques, qui peut à son tour contribuer à des débats politiques et améliorer la prise de décisions dans l'entreprise.

L'analyse coût-profit s'applique depuis toujours aux coûts de production, et elle est en général efficace lorsque l'on attribue clairement une valeur aux coûts et aux profits. Néanmoins, le problème se pose en ce qui concerne la valeur financière de la SST, surtout quant aux profits. Dans une analyse de rapport performance-coût, les résultats d'une intervention sont comparés aux coûts financiers. Les effets ne s'expriment pas toujours en termes financiers. Le rapport performance-coût est utile surtout quand on

compare plusieurs options pour réaliser le même objectif.

L'analyse des coûts de maladie calcule les coûts des accidents du travail et des maladies professionnelles. Elle quantifie l'ordre de grandeur des problèmes, alors que l'on doit appliquer d'autres méthodes telles que l'analyse coût-profit ou le rapport performance-coût pour choisir plusieurs solutions.

L'analyse des coûts de la maladie peut s'appliquer à des coûts financiers et socio-économiques, selon les acteurs pour qui on fait ce calcul.

Perspectives des partenaires sociaux

Comme on pourrait s'y attendre, les partenaires sociaux ont des idées quelque peu différentes sur l'application que l'on peut faire de l'analyse coût-profit à la SST (voir "Les parties prenantes"). Les idées des intervenants dépendent de facteurs politiques, économiques, sociaux et techniques, et si elles reflètent des perspectives traditionnelles, elles ne sont pas uniquement politiques ou stéréotypées. Par exemple, les communications de la conférence ont montré que si les employeurs sont en faveur de la déréglementation, ils sont d'accord pour dire que la SST est nécessaire pour traiter de nouveaux risques ou des groupes à risques, et ils estiment que l'analyse coût-profit devrait se focaliser sur les coûts internes de l'entreprise.

Les parties prenantes

Il y a plusieurs acteurs dans le débat sur l'analyse coût-profit :

La Commission européenne a dû prouver que la nouvelle législation n'ajoute pas aux coûts de l'industrie. Elle a également dû justifier les coûts qu'entraîne la législation actuelle.

Les gouvernements sont soumis aux mêmes pressions que la Commission. Néanmoins, ils sont également soumis à des pressions plus immédiates de la part des intervenants nationaux.

Les employeurs craignent que la législation SST ne freine la compétitivité. En outre, ils sont nombreux à approuver les valeurs sociales et morales qui sous-tendent la législation, sinon la justification économique.

Les syndicats tiennent beaucoup à améliorer les conditions de travail, non seulement comme moyens d'éviter les accidents et les maladies, mais également comme objectifs. En général, ils voient dans l'analyse coût-profit une ambiguïté qui permettrait de diluer les dispositions de la SST, si l'on considère l'aspect économique de la santé humaine comme un facteur essentiel.

Les agences nationales de santé et de sécurité témoignent d'un intérêt mitigé pour l'analyse coût-profit. Elles sont en faveur de méthodes et d'outils qui leur permettraient de focaliser leurs activités, mais elles partagent également les préoccupations des syndicats en ce qui concerne une dégradation possible de la SST.

Les économistes en matière de santé et de sécurité. Cette profession, minoritaire mais en expansion, cherche surtout à améliorer les méthodes, les sources de données et les instruments.

Tous les intervenants ont des perspectives, des priorités et des possibilités différentes pour influencer les conditions de travail.

Les syndicats pensent que la déréglementation devrait être limitée, que l'analyse coût-profit devrait se focaliser sur les avantages à long et à court terme, et que l'argent n'est pas le seul facteur à prendre en compte lorsqu'on évalue des mesures SST.

La Commission estime que des normes minimales de SST sont un droit, et que les coûts ne représentent qu'un des facteurs à prendre en considération. Elle estime également que l'investissement en matière de SST améliore en général la productivité de l'entreprise.

Les grands problèmes politiques de l'analyse coût-profit

La conférence a débattu plusieurs problèmes politiques sur l'analyse coût-profit de la SST :

- ⇒ Quels sont les usages légitimes que l'on peut faire de l'analyse coût-profit ?
- ⇒ Quelles valeurs sociales reflète l'analyse coût-profit ?
- ⇒ Comment faudrait-il organiser les systèmes SST pour procéder à une analyse coût-profit ?
- ⇒ Quel devrait être le rôle des incitations financières ?
- ⇒ Quel est le rôle essentiel de cette analyse dans l'inspection du travail ?

Le gouvernement néerlandais a fait savoir qu'il cherchait un juste milieu ; il a proposé des objectifs quantitatifs pour réduire les problèmes de santé et les lésions dues à des risques professionnels et pour sortir du débat réglementation-déréglementation.

Un problème important porte sur l'externalisation des coûts. Presque toutes les entreprises cherchent à externaliser les coûts au maximum et les coûts SST ne constituent pas une exception. Néanmoins, une tendance s'esquisse en Europe (par exemple aux Pays-Bas, au Royaume-Uni) où les gouvernements

ont internalisé dans les entreprises certains des coûts liés à la santé des travailleurs, avec l'objectif double de réduire les coûts d'aide sociale de l'Etat et de renforcer la SST.

Etudes au niveau macro

Plusieurs communications ont décrit des systèmes SST au niveau national et international. Elles portaient sur plusieurs problèmes : certaines décrivaient les systèmes SST dans le détail, d'autres tiraient des comparaisons des structures et du fonctionnement de ces systèmes, et certaines cherchaient à calculer les coûts et les profits d'interventions STT ou les coûts qu'entraînent les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En général, trois types d'études coût-profit sont entrepris au niveau macro - des études sur les coûts de santé et des évaluations antérieures ou rétrospectives des changements de stratégies ainsi que des études sur l'absentéisme. Le premier type d'étude calcule les coûts de santé dus aux demandes de remboursement au niveau national. Le deuxième examine à la fois les coûts et les avantages des changements. Le troisième type examine les coûts de l'absentéisme, qu'ils soient dus aux problèmes de santé au travail ou non.

Plusieurs pays ont entrepris des études au niveau macro : le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Espagne, l'Italie et la Finlande.

Au Royaume-Uni le Health and Safety Executive a entrepris des analyses coût-profit de toutes les réglementations SST importantes depuis 1982. L'analyse coût-profit n'est pas le seul critère utilisé, mais les résultats de cette analyse sont instructifs pour les décideurs et les chercheurs; ils font non seulement ressortir les lacunes méthodologiques mais ils mettent en lumière les problèmes de coût-profit et de rapport performance-coût. Par exemple, en ce qui concerne la réglementation sur les écrans cathodiques, il est difficile d'estimer quantitativement les avantages pour les parties prenantes, même si les employeurs y trouvent quelques avantages financiers.

Une méthodologie semblable aux Pays-Bas sur la manutention dans l'entreprise montre qu'en moyenne le rendement ne représente que 25 % de l'investissement sur 15 ans. Même si certaines entreprises en tirent des avantages financiers, tous les investissements ne représentent pas une valeur purement commerciale.

Comparaisons internationales

Le problème des comparaisons internationales sur les méthodes d'analyse coût-profit est illustré par une étude comparative sur le stress au travail faite au Danemark et en Suède. Les différences relatives aux

données sur la manière dont elles ont été recueillies et l'objectif de cette collecte font penser qu'il est difficile de tirer des conclusions de ces comparaisons. Néanmoins, l'usage de techniques épidémiologiques a permis de se livrer à une comparaison utile des coûts.

Les coûts inclus dans les études nationales varient beaucoup

Beatson, chercheur britannique, s'est livré à une comparaison internationale. Cette étude montre que les éléments de coût varient énormément selon les études nationales. Aucune étude nationale ne recense tous les éléments de coût pertinents. Le grand problème ici porte sur la fiabilité, la validité et l'objectivité des données retenues quel que soit le pays.

On voit bien que non seulement il existe des différences selon les pays, mais que la base de nombreuses données est contestable. Par exemple, on a recours à des statistiques de déclarations comme base de comparaisons, et cette méthode est compliquée par le fait que de nombreux systèmes nationaux contiennent des éléments qui découragent la déclaration d'accidents, si bien que de très nombreux cas ne sont pas signalés.

Problèmes techniques de l'analyse coût-profit

La conférence a présenté les aspects techniques de l'analyse coût-profit au niveau macro et micro. Quelques thèmes débattus comprenaient :

- ⇒ L'étendue des modèles économiques utilisés.
- ⇒ La fiabilité, la validité et l'accessibilité des données existantes.
- ⇒ Les usages que l'on fait des conclusions.
- ⇒ Les difficultés que l'on a à définir et évaluer les profits de manière adéquate.
- ⇒ Les difficultés que l'on a à inclure une dimension temporelle dans l'évaluation des profits.
- ⇒ Comment traiter les maladies non professionnelles.

On a préconisé des normes internationales, et la Commission européenne fait des efforts dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la création de données sur la santé au travail et la définition d'échantillons sur l'environnement de travail dans un pays (échantillons de la population active que l'on suit pendant une période donnée) pour compléter les programmes de déclaration existants. Ces échantillons fourniraient alors des données longitudinales qui n'existent pas pour le moment.

Le problème des profits

Une grande faiblesse des modèles macro tient au calcul des profits, non seulement par rapport au présent mais en ce qui concerne les prévisions. Pour résumer, on ne peut pas supposer que les bénéfices augmenteront de manière linéaire. Par exemple, l'évolution de la technologie et l'innovation dans les pratiques de travail peuvent éliminer à l'avenir les risques, en réduisant ou en éliminant les coûts potentiels. En outre, des restrictions de coûts dans les technologies peuvent surestimer les coûts actuels, si bien que les systèmes SST seront moins bien utilisés. En fait, il est très difficile de prédire l'avenir.

La valeur financière des avantages est plus difficile à mesurer que les coûts

La valeur financière des bénéfices est plus difficile à calculer que les coûts. Une analyse coût-bénéfice au niveau macro n'est pas souvent un calcul technique, même s'il est peut-être dangereux de traiter cette démarche. Il faut que les valeurs sociales soient bien claires et si possible intégrées systématiquement dans le processus de calcul, pour maintenir les valeurs sociales et humaines qui sous-tendent la pratique SST. De nouvelles méthodologies plus élaborées sont nécessaires pour prendre en compte les facteurs sociaux et leur donner une valeur. Dans la pratique, les problèmes tels que les droits sociaux et ceux des travailleurs, la nécessité de mettre au point des normes minimales en matière de SST et d'encourager la pratique doivent être intégrés de manière efficace non seulement dans les modèles eux-mêmes, mais également dans le processus de prise de décisions au niveau macro. Pour réaliser ces objectifs, il faut donc mettre au point de nouvelles méthodologies, qui non seulement prendront en compte les calculs mais seront structurées de manière que les intervenants concernés les acceptent mieux. Il est également clair que l'analyse coût-profit au niveau macro est un processus politique qui cherche à intégrer les données scientifiques, quelquefois faussées, de l'analyse économique aux valeurs du discours politique et social. Ce discours va s'intensifier, devenir l'objet de négociations entre les partenaires sociaux alors que l'on fait des efforts pour passer des responsabilités de la SST à l'entreprise. Comme l'a dit un intervenant :

“Les partenaires sociaux tendront à exploiter les lacunes méthodologiques et le manque de données fiables dans leur propre intérêt”.

Les forces et les faiblesses de l'analyse de coût-profit au niveau macro

En résumé, il est relativement facile de calculer les coûts de la SST, même s'ils sont quelquefois surestimés, et il est difficile de mesurer les bénéfices de ces activités. Cette situation reflète non seulement le problème que posent les

méthodologies et les données, mais le fait que les coûts sont en général imputés immédiatement, alors que les profits sont différés. Les valeurs, les idéologies politiques et les réalités commerciales ressortent dans un débat qui s'appuie sur des valeurs et des données insuffisantes, plutôt que sur l'objectivité scientifique et des conclusions définitives qui n'existent pas encore. En outre, l'analyse coût-profit ne résout pas la question de savoir qui paie les coûts, qui récolte les bénéfices, ainsi que le problème de savoir quels coûts sont externalisés par les entreprises.

Politiques nationales de la SST

Les politiques nationales de la SST sont très variées en Europe, malgré l'apparition d'un tronc commun de législation dû aux directives-cadres et autres. C'est pourquoi les démarches nationales relatives à l'évaluation économique de la SST, lorsqu'elles existent, divergent énormément. Les politiques nationales ont pour objectif de stimuler l'action préventive dans l'entreprise ou au moins l'application de la réglementation. Pour toutes les parties concernées, une motivation économique est d'habitude essentielle. Il est indispensable de savoir comment les coûts sont internalisés dans les entreprises. Les incitations, et au moins dans une certaine mesure, la mise en vigueur de la réglementation, peuvent aider à cette fin. Les systèmes SST varient selon l'origine et le type de réglementation, sa mise en vigueur et les systèmes d'incitation manifestes ou cachés qui fonctionnent.

Le rôle des incitations

La plupart des systèmes SST ne prévoient pas de régimes financiers importants pour améliorer la SST ; ils représentent en général moins de 0,1 % des frais de personnel, c'est-à-dire une fraction des coûts d'absentéisme et de maladie. L'obstacle qui bloque l'augmentation des incitations est la structure des régimes de sécurité sociale, qui en général ne tiennent pas compte de la bonne pratique en matière de prévention.

Le rôle des incitations dans les systèmes SST fait l'objet de recherches

Les paramètres des régimes d'assurances pour la protection des travailleurs comprennent la nature de la réglementation, le genre de mise en vigueur et l'implication publique ou privée.

Une étude des systèmes dans plusieurs pays d'Europe et aux Etats-Unis et au Japon, souligne, et ce n'est pas surprenant, que les paramètres sont très différents. Plusieurs de ces différences ont des origines culturelles et donc sont rarement affectées par les pressions économiques de la globalisation, c'est-à-dire que la convergence de ces systèmes est rarement significative. Les problèmes que l'on confronte pour modifier les systèmes d'assurances,

de contrôle et de déréglementation afin d'évoluer vers un système commun sont rarement résolus par la concurrence économique seule. Néanmoins, des pressions internes peuvent apporter des changements, bien que la convergence des systèmes soit peu probable. Cette situation ne contredit pas les arguments économiques en faveur d'une législation SST, mais elle signifie plutôt que les formes de changement et les forces économiques qui opèrent sur les systèmes nationaux sont sans doute différentes.

D'après les témoignages de plusieurs pays, il apparaît que des incitations appropriées peuvent jouer un rôle important pour améliorer la pratique de la SST. Le modèle mis au point pour la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail constitue un bon argument. Ce modèle indique également qu'il faut examiner les démotivations. Un test sur un nouveau modèle d'incitation qui comprenait des éléments rétrospectifs et proactifs (c'est-à-dire qu'une bonne performance et la bonne pratique sont encouragées) a été entrepris dans le cadre de ce travail et on en a conclu qu'il était efficace.

Conclusions sur les systèmes nationaux

1. Il existe un consensus européen sur le contenu de la politique SST en raison de la directive-cadre. En outre, on est d'accord sur le contenu et l'avenir de la promotion pour la santé au lieu de travail.
2. Il faudrait des stratégies qui prennent en compte les objectifs de santé en matière de sécurité sociale, de politique de l'emploi et de relations professionnelles.
3. Il existe de grandes différences dans la structure et l'organisation des services ainsi que les responsabilités des secteurs public et privé.
4. A l'avenir, les stratégies pourront procéder plus souvent à des comparaisons internationales et des essais.
5. Des études de scénarios sont utiles, lorsque les impacts potentiels des changements législatifs sont évalués de manière prospective.
6. Les prédictions quantitatives dépassent les capacités des instruments des méthodes actuelles.
7. Les incitations, comme moyens employés pour encourager l'internalisation des coûts, permettent d'améliorer la SST.
8. La sous-déclaration des accidents et des maladies est répandue, ce qui entraîne la sous-estimation des coûts.

Le rôle du contrôle

Il est essentiel, surtout en ce qui concerne la réduction des accidents de travail. Même dans les pays comme la Norvège, où la SST joue un rôle important pour contrôler le travail, les accidents sont fréquents. Dans presque tous les pays de l'OIT, le contrôle permet une dynamique de la SST dans l'entreprise. Les méthodes actuelles de coût-profit ne figurent pas dans les effets du contrôle (même si ces coûts sont inclus), bien que les coûts de la non-prévention soient élevés. Il est nécessaire de poursuivre des recherches, car elles illustrent la différence entre des démarches théoriques relatives à l'évaluation du rapport performance-coût et à l'aspect pratique du fonctionnement des systèmes de contrôle.

Un problème est le rapport performance-coût. De manière générale, les organismes de contrôle visent les entreprises et les secteurs qui ont les niveaux les plus élevés de risques (par exemple : BTP, agriculture). Néanmoins, l'insuffisance des données utilisées dans cette évaluation du risque (par exemple : sous-déclaration, validité des données) signifie quelquefois que les stratégies les plus rentables (ou même les plus avantageuses) ne sont pas efficaces. L'amélioration des modèles d'analyse coût-profit et des données est nécessaire.

La SST et son impact sur la vie de l'entreprise

L'analyse coût-profit est un outil important pour démontrer les effets positifs de l'amélioration des conditions de travail des entreprises. En outre, cette analyse peut aider à choisir les solutions les plus efficaces.

On s'intéresse beaucoup à l'heure actuelle aux études de niveau micro, c'est-à-dire quand on examine les coûts et les profits de l'activité SST dans l'entreprise. De bien des manières, les questions que l'on pose au niveau de l'entreprise sont plus immédiates et plus réelles - leurs solutions permettent de définir si des activités ont lieu, et le cas échéant, la forme qu'elles pourraient assumer.

Encore récemment, on supposait que l'activité SST dans l'entreprise était régie par une combinaison de droits, de responsabilités, de législation et de contrôle. Dans ce scénario, il y des activités parce qu'elles sont obligatoires, et les problèmes d'analyse coût-profit ne sont pas prioritaires. Les entreprises tendent à adopter des bonnes pratiques parce que la législation l'impose ou parce qu'elles y croient - surtout parce qu'elles ont adopté des attitudes positives en ce qui concerne leurs obligations dans ce domaine.

La situation s'est un peu modifiée avec l'introduction de techniques d'analyse coût-profit dans le domaine de la SST. On pose maintenant de nouvelles questions sur les activités SST - on veut savoir si elles sont obligatoires ou possibles, quelles

sont leurs justifications financières et leur rentabilité.

La nature du débat

Il s'agit de savoir si la SST est un investissement intéressant pour l'entreprise à long et à court terme. Dans bien des pays, c'est un débat actuel. On soutient que la SST ne devrait pas constituer un coût net pour l'entreprise. Le débat s'appuie surtout sur des bases idéologiques et des idées non corroborées. De nouvelles études commencent à fournir des données pour appuyer ou réfuter ces idées. Par exemple, il serait bon de mettre au point un programme international de recherche sur des problèmes tels que : la nature des avantages ; l'impact économique d'une vaste gamme d'interventions SST ; des méthodes et des méthodologies pour intégrer les problèmes tels que l'efficacité d'interventions spécifiques, non seulement en termes financiers, mais aussi en ce qui concerne les améliorations SST.

Il est relativement facile d'évaluer les coûts de la SST au niveau de l'entreprise, mais il est bien plus difficile d'évaluer les bénéfices. Les bénéfices les plus fréquemment mentionnés comprennent :

- amélioration de la santé
- diminution des décès et des lésions
- diminution des demandes d'invalidité
- diminution des pertes de production
- accroissement de la productivité.

Néanmoins, ces aspects sont difficiles à mesurer et difficiles à relier directement à l'action préventive. On les omet souvent dans les calculs d'analyse.

La supposition selon laquelle les décideurs des entreprises agissent toujours de manière économique et rationnelle est contestable.

Il peut être dangereux d'utiliser les modèles d'analyse coût-profit. En effet, des erreurs sont possibles - les problèmes méthodologiques sont nombreux, et les employeurs et les travailleurs ne sont pas toujours des êtres économiques rationnels. En outre, les comportements des individus et des entreprises en matière de SST sont également régis par des systèmes de valeurs, des régulations et des contrôles externes, qui mettent en doute les prémisses de plusieurs modèles.

La STT est-elle toujours rentable ?

La croyance selon laquelle les améliorations apportées aux conditions de travail dans le cas de la STT sont inévitablement rentables n'est pas vraie, surtout lorsqu'on tient compte des effets sur la qualité et la productivité. Par exemple, il semble que les améliorations ergonomiques sont en général rentables, alors que d'autres améliorations sont moins productives, bien que, selon les témoignages,

les actions de promotion pour la santé au lieu de travail soient rentables. Lors de la conférence, de nombreuses études ont montré que toutes les actions de SST ne sont pas automatiquement rentables (voir 'La rentabilité de la SST').

Il y a un problème important : il s'agit de savoir si la stratégie nationale devrait refléter les conclusions auxquelles on est arrivé sur les investissements les plus rentables. Lorsque les coûts de la SST dépassent les avantages financiers, la législation, le contrôle et les incitations sont des options stratégiques. Il est également prouvé qu'une combinaison de stratégies est la plus efficace pour améliorer la SST.

La rentabilité de la SST

Les témoignages sur la rentabilité des actions SST sont mitigés. Certains facteurs comprennent :

- ⇒ Les pratiques existantes - si une entreprise adopte de mauvaises pratiques dans ce domaine, même de petits investissements peuvent avoir de très bons résultats.
- ⇒ La nature de l'activité SST - il semble que les interventions ergonomiques (qui peuvent comprendre des changements dans l'organisation du travail) sont les plus profitables.
- ⇒ Le ciblage des actions SST - les interventions focalisées sur des problèmes de travail qui entraînent les coûts SST les plus élevés donnent les meilleurs résultats financiers.
- ⇒ Les facteurs pris en compte lorsque l'on procède au calcul de l'analyse coût-profit - en général, les coûts tendent à être plus visibles, alors que les profits sont souvent sous-estimés.

Une des limites de l'analyse traditionnelle coût-profit est la suivante : elle adopte une définition relativement étroite de la productivité, c'est-à-dire le lien entre les entrées et les sorties financières. Ce rapport se définit généralement par rapport aux coûts en matériel, en ressources humaines et en capital. Si cette définition est étendue pour inclure, par exemple, les coûts de santé, on peut démontrer que la performance au travail s'améliore quand le travail, les conditions de travail sont bonnes et quand le travailleur est en bonne santé (néanmoins, il faut noter qu'il est techniquement difficile d'attribuer des avantages financiers au bien-être). On sait encore trop peu de choses sur le lien entre les mesures visant à améliorer les conditions de travail et leurs effets, comme une diminution de l'absentéisme, une meilleure qualité du produit et une amélioration de la productivité.

Autre thème : l'utilisation des indicateurs d'efficacité dans l'économie de la SST. Cette approche souligne qu'il faut non seulement examiner les coûts et les avantages absolus, mais

également trouver des modèles pour procéder aux interventions les plus efficaces. Cette démarche permet de mieux comprendre quels facteurs influencent le succès ou l'échec des initiatives au niveau de l'entreprise, trait souvent absent des analyses macro. Néanmoins, il est très difficile de définir des indicateurs d'efficacité adéquats et fiables même au niveau de l'entreprise.

Conclusions sur l'analyse coût-profit au niveau micro

De nombreux problèmes techniques influencent les résultats d'analyses coût-profit dans l'entreprise. Ces communications contiennent quelques observations :

- ⇒ La rentabilité de la SST s'exprime souvent par rapport à la réduction de l'absentéisme. Néanmoins, en raison de l'assurance, il se peut qu'il n'y ait pas de coûts réels, et l'employeur peut avoir injecté dans la structure générale des coûts quelques coûts de congés de maladie. Il faut ajouter que de nombreuses entreprises injectent dans leurs coûts de production une certaine perturbation de la production. En résumé, ils ne sont peut-être pas à même de capitaliser sur les réductions de congés de maladie.
- ⇒ Des investissements très faibles peuvent donner de gros bénéfices.
- ⇒ Les profits et la SST sont des objectifs séparés et devraient être traités en tant que tels dans des analyses de coût-profit.
- ⇒ Des indicateurs tels que le temps perdu, les accidents et les maladies ont en général une pertinence limitée et une fiabilité statistique médiocre dans les petites entreprises.
- ⇒ Il est prouvé en Suède que la SST peut avoir des effets financiers bénéfiques pour l'entreprise. Dans une étude de 108 entreprises, on a découvert que des investissements en SST ont permis des réductions des congés de maladie et des gains de productivité. En général, la période nécessaire pour obtenir des résultats était de 3 ans.
- ⇒ Une analyse des avantages relatifs peut être une manière plus efficace d'introduire les changements SST que l'analyse coût-profit, surtout lorsque l'on donne une grande importance à l'aspect éthique de la SST. Cette démarche implique des négociations qui cherchent à équilibrer les améliorations SST par rapport à d'autres utilisations des ressources dans l'entreprise.

On suppose souvent que le temps de production perdu en raison d'accidents est un facteur important dans la compétitivité de l'entreprise. Néanmoins, de nombreuses entreprises, surtout les grandes, ont inséré la flexibilité dans leurs processus de travail, ce qui leur permet dans une certaine mesure de

résoudre les problèmes de temps perdu. Les indicateurs de production ininterrompue, de produits, de qualité du personnel, de coûts de personnel auxiliaire, donnent quelquefois une meilleure idée des coûts que le temps perdu.

Il y a un risque : lorsque l'on connaît les vrais coûts de l'absentéisme, les entreprises peuvent être plus rigoureuses et licencier des travailleurs en raison de leur santé et c'est le personnel non indispensable qui est le plus vulnérable.

D'une manière générale, les débats sur l'impact de l'entreprise en ce qui concerne l'analyse coût-profit comprenaient deux domaines. Le premier portait sur l'utilisation d'analyses coût-profit dans l'entreprise. Ici, il y avait un consensus : il ne faut pas traiter l'activité SST de la même manière que les activités lucratives - les valeurs sociales et les démarches législatives devraient maintenir leur importance traditionnelle. L'analyse coût-profit devrait aider à documenter les activités SST et leur donner la priorité.

Le deuxième débat portait sur les aspects techniques du calcul des coûts et avantages. Plusieurs communications portaient sur des enquêtes empiriques (voir "Résultats des recherches"). On peut tirer des conclusions provisoires de ces communications, et la plus importante est peut-être selon laquelle presque toutes les analyses de coût-bénéfice mettent en évidence des avantages financiers pour l'entreprise.

Conclusions au niveau de l'entreprise

- ⇒ Les améliorations apportées aux conditions de travail ont généralement un effet bénéfique sur la productivité.
- ⇒ Les entreprises productives et novatrices sont en général dotées de bonnes conditions de travail.
- ⇒ On peut procéder à de grandes améliorations de productivité en se focalisant sur les emplois qui souffrent des conditions de travail les plus mauvaises.
- ⇒ On manque de méthodes d'analyse coût-profit au niveau de l'entreprise et on court le risque que les modèles existants soient mal utilisés.

Commercialisation de la SST et de la promotion sur le lieu de travail (PLT) - le rôle de l'analyse coût-profit

Plusieurs ateliers et communications ont examiné le rôle important de l'analyse coût-profit dans la commercialisation de la SST et la promotion sur le lieu de travail (PLT). En outre, la commercialisation elle-même de l'analyse coût-profit était le thème de plusieurs communications.

Commercialiser la SST et la PLT en ayant recours à l'analyse coût-profit pose plusieurs défis :

- il faut convaincre l'entreprise que les problèmes de SST entraînent des coûts
- il faut convaincre l'entreprise que ces coûts sont maîtrisables
- il faut montrer qu'il existe des modèles fiables d'analyse coût-profit
- il faut démontrer des interventions couronnées de succès.

La sensibilisation est une première étape - montrer que de mauvaises conditions de travail et l'absentéisme entraînent des coûts a été proposé comme message essentiel. Au Japon, il est prouvé que ces coûts représentent jusqu'à 6,4 % des frais de personnel. En Allemagne, Volkswagen a estimé le coût des activités de SST à DM38 par voiture ou DM605 par travailleur par an, et pourtant ces activités font ressortir des avantages financiers. L'importance des valeurs de l'entreprise et des facteurs non financiers dans la prise de décisions devrait être également soulignée.

L'importance de commercialiser la promotion de la santé au lieu de travail a été également soulignée, surtout lorsqu'il s'agit de s'appuyer sur de bons arguments commerciaux et d'avoir recours à des techniques de commercialisation bien établies. Néanmoins, le manque d'études d'évaluations adéquates bloque le développement de la SST. Etant donné que ce domaine n'est pas connu, l'analyse coût-profit n'est peut-être pas le meilleur instrument pour la commercialisation, surtout puisque de nombreuses approches ne représentent pas uniquement un contexte économique.

La commercialisation de la SST n'est pas un problème de la même manière que l'analyse coût-profit ou la PLT. La SST est appliquée et dans certains cas des incitations encouragent la pratique.

L'analyse coût-profit n'est peut être pas le meilleur outil pour commercialiser la PLT

La promotion de la santé sur le lieu de travail et l'analyse coût-profit partagent de nombreux problèmes en ce qui concerne leur commercialisation. Elles ne sont ni l'une ni l'autre obligatoires, elles sont relativement peu connues et devraient être commercialisées pour que l'on voit les problèmes qu'elles peuvent résoudre. En outre, il faut définir quelles sont les meilleures manières d'impliquer les travailleurs dans les processus de la SST et de l'analyse coût-profit.

De manière plus générale, ces deux techniques doivent être développées si on veut qu'elles se répandent. Notamment, il faut améliorer les définitions, les méthodes, la fiabilité et la pratique de la commercialisation.

Instruments et modèles

Plusieurs communications ont été présentées à la conférence sur les méthodes, les instruments et les modèles que l'on peut utiliser pour entreprendre des analyses coûts-profit. Ces modèles s'appliquent aux niveaux macro et micro.

De nombreux modèles sont utilisés ; il s'agit surtout de variations sur des modèles traditionnels. Des modèles bien connus adoptent quelquefois des démarches différentes. Par exemple, le modèle Oxenburgh à 5 étapes se concentre sur le calcul de la rentabilité tandis que le modèle Zangemeister est plus détaillé et se focalise sur la période nécessaire pour obtenir des résultats.

Les modèles ont des forces et des faiblesses. Dans certains cas, ils ne tiennent pas compte de variables importantes, dans d'autres, ils sont très complexes ; certains sont seulement théoriques alors que d'autres ont été appliqués dans la réalité. L'informatique peut aider à résoudre le problème de la complexité, et les essais entrepris dans des conditions différentes permettront d'utiliser des modèles plus faciles à utiliser et plus transparents.

L'avenir de l'analyse coût-profit

Plusieurs documents portaient sur les besoins futurs en matière de stratégie, de pratique et de recherche.

Un des messages portait sur la nécessité de l'internalisation des coûts afin de contribuer à l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail. Un deuxième message portait sur la nécessité d'améliorer la recherche et les méthodologies. On estime qu'elle doit s'étendre au niveau appliqué et fondamental afin de mettre au point d'autres méthodes et d'autres outils et notamment de documenter la pratique et les stratégies. Plusieurs recommandations se trouvent dans les encarts sur la politique, la pratique et la recherche. On reconnaît que ces trois domaines sont reliés entre eux, mais qu'il faut séparer les priorités lors d'actions futures dans ces domaines.

Besoins en matière de recherche dans l'entreprise

- ⇒ Plus de données et de connaissances sur les profits et plus d'études de cas de bonne pratique.
- ⇒ Les instruments et les modèles devraient avoir pour but une application directe dans les entreprises ou les secteurs.
- ⇒ Il faut en même temps des outils simples et les relier à toutes les variables pertinentes.
- ⇒ Plus d'information sur l'importance de l'analyse coût-profit comme outil dans la prise de décisions.
- ⇒ Réconcilier les méthodes de comptabilité des économistes en matière de SST avec celles des entreprises.

Au niveau de l'entreprise, il s'agit de développer la recherche et d'appuyer la recherche et la pratique grâce à des outils pratiques.

Par contre, au niveau macro, la recherche doit se concentrer sur des études plus approfondies et une amélioration des sources de données. On reconnaît aussi que les systèmes de SST et d'assurance sociale sont interdépendants et qu'il faut définir leurs rapports.

Besoins en matière de recherche au niveau macro

- ⇒ Jusqu'ici, aucun projet de recherche au niveau macro ne porte sur les éléments de coûts. Il faut ici des études approfondies.
- ⇒ La qualité et l'accessibilité des données laissent à désirer : la sous-déclaration des accidents, des problèmes de fiabilité et de validité sont fréquents dans bien des pays - il faut des efforts concertés pour améliorer ces sources.
- ⇒ Il faudra faire porter la recherche sur des comparaisons internationales entre les forces et les faiblesses des systèmes d'assurance travail.
- ⇒ Il faut des recherches pour examiner les rapports entre les systèmes d'assurance-travail et les systèmes SST.
- ⇒ Il faut mettre au point des données comparables au niveau international sur les indicateurs de SST et l'absentéisme.

Au niveau de la pratique, on a reconnu que l'analyse coût-profit peut être utilisée comme étude de commercialisation pour des activités et les renforcer. Comme dans le cas des stratégies, on a également reconnu les risques que peuvent poser les abus de l'analyse coût-profit. D'autres problèmes portaient sur le rôle des incitations pour renforcer la pratique en matière de SST et l'amélioration des méthodes analytiques.

Besoins en matière de pratique

Les grands problèmes de pratique comprenaient les points suivants :

- ⇒ Les professionnels et les décideurs ne doivent pas trop compter sur l'analyse coût-profit - les valeurs sociales et humaines sont également importantes.
- ⇒ De meilleures méthodes permettront de rendre crédibles les évaluations économiques.
- ⇒ On ne peut pas tout exprimer en termes financiers.
- ⇒ C'est une erreur que de se focaliser à l'excès sur les coûts ; les managers doivent aussi

s'intéresser à la satisfaction du client. Le langage des dirigeants devrait être adopté par tous les spécialistes de SST.

- ⇒ Les conditions importantes pour influencer les systèmes SST sont les suivantes : importance des incitations, rapports directs entre améliorations et effets financiers, ciblage efficace, utilisation par les PME et frais administratifs peu importants.

Au point de vue stratégique, la conférence a recommandé avec prudence que l'analyse coût-bénéfice s'intègre dans les processus de prises de décisions des gouvernements et des partenaires sociaux. Il ne faut pas que les valeurs sociales et humaines soient négligées. En pratique, il faudra donc mettre au point des méthodes plus récentes et plus accessibles pour intégrer les préoccupations techniques et sociales.

Besoins stratégiques

- ⇒ Les stratégies doivent porter sur de nouveaux facteurs de risques sur le lieu de travail, des changements dans la nature de travail et des forces de travail, qui sont liés à la santé.
- ⇒ Les nouveaux risques sur le lieu de travail comprennent le stress au travail et des

conditions de travail atypiques. Ces thèmes devraient être prioritaires.

- ⇒ Il faut mettre au point une approche intégrée en matière de santé et de travail. Les stratégies ne devraient pas se limiter à des facteurs de risques isolés.
- ⇒ L'impact de la législation et de la bureaucratie en matière de SST sur la compétitivité doit être défini.
- ⇒ Il faut mettre au point des indicateurs des systèmes SST (y compris efficacité, contrôle, incitations et assurance).
- ⇒ Des recherches plus approfondies seront nécessaires si l'on veut comparer l'analyse des avantages relatifs et l'analyse coût-profit.
- ⇒ L'analyse des tendances entre secteurs donne en général de meilleurs résultats que des comparaisons entre les coûts d'un pays à l'autre.
- ⇒ Il faut définir comment les incitations peuvent améliorer les systèmes SST.
- ⇒ Les gouvernements devraient fournir un cadre de coopération équilibré entre les parties concernées : employeurs, travailleurs, compagnies d'assurances, professions de la SST et experts.

Ce résumé a été rédigé par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail par Jos Mossink.

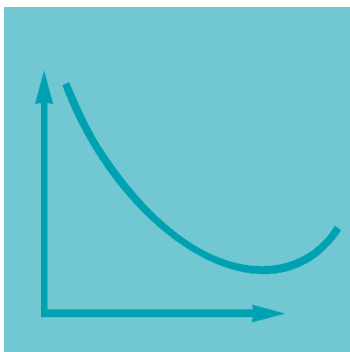
La conférence sur les coûts et les avantages de la santé et de la sécurité au travail en 1997 a eu lieu dans le cadre de la Présidence néerlandaise de l'Union européenne. Ses activités portaient sur le débat européen en ce qui concerne les rapports entre santé, sécurité et normes environnementales, ainsi que l'augmentation de la productivité et de l'innovation au travail.

Cette conférence a permis à la Fondation de présenter des recherches accumulées au cours des dernières années sur les thèmes suivants :

- l'efficacité des politiques en matière de santé et de sécurité au travail au niveau national et de l'entreprise
- des informations sur les mesures préventives en ce qui concerne le stress, la promotion de la santé au travail et l'absentéisme
- une évaluation des incitations économiques pour améliorer l'environnement du travail en Europe.

On trouvera les actes complets de la conférence dans Mossink, J. et Licher, F., *Costs and Benefits of Occupational Safety and Health*, Amsterdam, NIA-TNO, 1998. Ce document donne une vue d'ensemble des communications de la conférence et un résumé-débat qui s'est déroulé en plénière et dans les sous-groupes. Ce document se termine par quelques orientations de caractère général sur les futures stratégies en matière de politique et de recherche dans ce domaine. En plus des actes de conférence, cet ouvrage contient plusieurs communications qui n'ont pas été présentées à la conférence mais qui sont importantes dans le domaine des coûts et des profits.

On peut commander des exemplaires du livre à : NIA-TNO B.V., PO Box 75665, 1070 AR Amsterdam (ISBN 90 6365 160 0, ECU 31).



PUBLICATIONS

PUBLICATIONS

Les publications de la Fondation sont en vente dans les bureaux de vente de l'UE ou à l'Office des Publications Officielles des Communautés européennes, L-2985 Luxembourg. Les documents sont disponibles sur demande à la Fondation.

1. A Manual for Training in Workplace Health Promotion

N° de catalogue
SX-12-98-223-EN-C
ECU : 40

2. La promotion de la santé sur le lieu de travail en Europe

N° de catalogue
SX-05-97-947-FR-C
(existe également en DA, DE, EN, ES, FI, GR, IT, NL, PT, SV)

3. Preventing Absenteeism at the Workplace – European Research Report

N° de catalogue
SX-05-97-422-EN-C
ECU : 34

4. Preventing Absenteeism at the Workplace – A European Portfolio of Case Studies

N° de catalogue
SX-05-97-430-EN-C
ECU : 30

5. La prévention de l'absentéisme sur le lieu de travail – Résumé

N° de catalogue
SX-05-97-406-FR-C
(existe également en DA, DE, EN, ES, FI, GR, IT, NL, PT, SV)

POUR PLUS D'INFORMATION

Pour plus d'information sur ce projet, veuillez contacter Dimitrios Politis, **Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**, Wyattville Road, Loughlinstown, Co. Dublin, Irlande
Tél. : +353 1 204 31 40
Fax : +353 1 282 64 56/282 42 09
E-mail : dimitrios.politis@eurofound.ie

Copyright : Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. La reproduction des textes publiés est autorisée, sauf à des fins commerciales, à condition d'en indiquer la source et d'en envoyer un exemplaire à la Fondation.

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail,

Wyattville Road, Loughlinstown, Co. Dublin, Irlande

Tél. : + 353 1 204 31 00

Fax : + 353 1 282 64 56/282 42 09

E-mail : postmaster@eurofound.ie

EF/98/44/FR



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-5074-9



9 789282 850749